

Déclaration liminaire pour l'audition à l'Assemblée nationale sur la rentrée scolaire :

Cette rentrée scolaire est encore une fois le bal des incertitudes : quel ministre et pour combien de temps ? Quel budget ? Quelles orientations éducatives pour les personnels ? De quelle autonomie disposerons nous dans les écoles pour permettre aux élèves d'apprendre ? Doit-on se réjouir que notre système éducatif aujourd'hui ne tienne plus que grâce à l'investissement des agents qui dans les écoles font et ont fait un travail remarquable pour permettre aux élèves d'être accueillis dans les meilleures conditions. Pour la CFDT, le Ministère (et surtout les hiérarchies intermédiaires) devrait les remercier et reconnaître ce travail de fourmi au lieu de multiplier dès ce début d'année les injonctions, les consignes, les demandes, les exigences. Le manque de confiance, voilà bien là où est se situe le problème. En effet,

Ainsi, où est la confiance quand le Secrétaire Général de la Direction Académique des Hautes Pyrénées demande, en réunion de rentrée à ce que les professeurs des écoles se fassent opérer pendant les vacances scolaires ou prennent leurs rendez-vous médicaux sur les congés ou les jours non travaillées, comme s'ils avaient le choix ?

Où est la confiance quand un IEN en Gironde convoque les enseignant.e.s de sa circonscription le mercredi pour une réunion le lendemain de 18 h 00 à 20 h 00 après leur journée de classe en ne tenant pas compte de la nécessaire déconnexion temps pro/temps perso affichée pourtant affichée comme une priorité par notre ministère ?

Où est la confiance quand le Ministère ne se donne pas les moyens de son choix d'évaluations systématiques à tous les niveaux ? Dans le département du Nord, mais pas que, « l'intendance suivra » ! et voilà les directeurs et directrices sur la route, à leurs frais, pour aller chercher les livrets d'évaluation à l'inspection !

Où est la confiance quand on demande à des directeurs ou directrices d'école de former les enseignant.e.s des écoles sur les nouveaux programmes, le plan harcèlement, les programmes d'EVAR.S, le plan fille maths en utilisant, tout cela avant le 15 septembre ?

Où est la confiance quand de nombreux enseignant.s sont victimes de cabales de parents notamment sur les réseaux sociaux comme dans le Maine et Loire et que l'institution les suspend ou les laissent bien seuls pour affronter cette épreuve. Malgré la levée des doutes sur le comportement invoqué par ces parents, l'administration ne fait rien pour les réhabiliter.

Où est la confiance quand sur quasiment tous les départements l'institution refusent aux enseignant.e.s le travail à temps partiel ? Quand notre employeur comprendra-t-il qu'il est contreproductif d'enfermer les personnels dans un métier qu'ils ne veulent, ne peuvent plus occuper à temps plein ?

Enfin, où est la confiance quand sur le département du Loiret, 50 % des heures d'accompagnement d'enfants en situation de handicap ne peuvent être assurées faute d'AESH. Elles doivent partager leur travail, leur temps sur plusieurs enfants

simultanément sans capacité de travailler avec les enseignant.e.s pour leur bien-être.

Des exemples comme ceux cités, nous en avons des dizaines qui montrent l'incapacité à tous les étages de notre institution pyramidale de piloter le système autrement que par injonctions ou textes réglementaires.

Pour la CFDT, on ne pilote pas un système éducatif à coups de circulaires, d'arrêtés ou de décrets ! D'autant que ces injonctions cachent des problématiques réelles : manque d'AESH, de remplaçants, de temps pour échanger collectivement dans les écoles, manque de formations basées sur les besoins exprimés par les personnels, manque de services civiques. Ces services civiques, leur nombre a encore diminué drastiquement pour des raisons budgétaires alors qu'ils sont Ô combien nécessaires aux écoles fautes d'Assistants d'éducation ou de personnels sans charge de classe comme cela existe dans les collèges et les lycées.

En infantilisant les personnels du premier degré, l'Institution limite toujours plus leur autonomie, accentue leur malaise, et au final réduit leur motivation à poursuivre l'exercice d'un métier qu'aucun.e n'a choisi par hasard.

Heureusement, les professeurs des écoles sont des professionnels qui n'attendent pas les injonctions pour savoir ce qu'ils/elles doivent faire avec leurs élèves pour les faire progresser. De nombreux IEN en ont également assez de ces urgences qui se succèdent. Piloter une classe, une école, une circonscription demande une visibilité que le système ne leur procure pas. Le temps éducatif n'est pas le temps politique surtout en ces périodes d'instabilité permanente. Cette rentrée a encore une fois été la marque de la défiance envers les personnels du premier degré. Pour la CFDT Éducation Formation Recherche Publiques, nos dirigeants doivent donc revoir leur copie. Pourtant, comme on l'entend très souvent dans les médias de la part de notre Ministre ou de ses représentants « tout s'est bien déroulé, tout va bien ». Il semble que nous ne vivions pas dans le même monde.

Pour la CFDT, il faut être ambitieux pour l'école publique française. Cela passe nécessairement par des personnels pérenne aidant à la direction d'école mais aussi dans les classes. Cela passe aussi par une formation continue choisie. Enfin, l'école du 21ème siècle ne peut plus continuer à ne pas avoir de statut juridique lui permettant une autonomie dans les décisions et favorisant la confiance dans les agents.